

# Bulletin du FMI

## Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI

Bulletin du FMI en ligne  
le 1<sup>er</sup> novembre 2007

Dominique Strauss-Kahn, ancien Ministre français des Finances, a pris ses fonctions de Directeur général du FMI le 1<sup>er</sup> novembre, déterminé à insuffler une nouvelle vigueur à la réforme de cette institution, forte de 185 pays membres et chargée de la surveillance de l'économie mondiale.

Il a été accueilli à son arrivée au FMI par le Directeur général sortant, M. Rodrigo de Rato, qui avait annoncé sa démission en juin dernier.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il entendait poursuivre les réformes engagées par M. de Rato, et notamment mieux faire entendre la voix des principaux pays émergents et des pays à faible revenu.

M. Strauss-Kahn entame son mandat dans une conjoncture marquée par les préoccupations quant aux retombées que la crise du marché hypothécaires à risque aux États-Unis pourrait avoir sur l'économie mondiale, et à la possibilité d'une correction abrupte des déséquilibres mondiaux et de ses conséquences pour les principales devises.

L'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, qui s'est tenue le mois dernier, a été l'occasion de constater un véritable tournant dans la croissance économique mondiale. En effet, d'après la dernière édition des [\*Perspectives de l'économie mondiale\*](#), trois grands pays émergents — la Chine, l'Inde et la Russie — contribuent désormais pour plus de moitié à cette croissance. Ce constat met d'autant plus en lumière la réforme qui vise à donner aux pays émergents un plus grand rôle au sein du FMI, où la représentation des pays, comme dans beaucoup d'autres organisations internationales, traduit encore dans une large mesure les rapports de force issus de la Seconde guerre mondiale.

### Un Directeur général déterminé à réformer

M. Strauss-Kahn, qui a déclaré son intention d'être un directeur général réformateur, souligne que le FMI doit répondre à des questions sur sa propre pertinence et légitimité. Il a rappelé durant un entretien que certains pays remettaient en question l'utilité du FMI car ils disposent de suffisamment de réserves internationales pour ne pas avoir à dépendre de ses concours.

S'agissant de la légitimité, il a souligné que « l'institution doit appartenir à ses 185 pays membres, or – tout le monde le sait – certains pays et certaines régions du monde ne s'estiment pas suffisamment bien représentés ».

Dans le cadre de la stratégie globale approuvée en 2005 pour moderniser le fonctionnement du FMI, un processus a déjà été engagé pour permettre aux pays émergents et aux pays à faible revenu de jouer un rôle plus actif. Après une première série d'augmentations ad hoc annoncées à l'Assemblée annuelle de 2006 à Singapour dans le but de renforcer la représentation de quatre économies dynamiques manifestement sous-représentées (Chine, Corée, Mexique et Turquie), le FMI a entamé la deuxième phase du processus de réforme, une étape d'une portée plus vaste, qui devrait aboutir d'ici l'automne 2008.

M. Strauss-Kahn a toutefois précisé que la légitimité ne se limitait pas à la représentation, ce qu'il est convenu de désigner sous l'appellation « quotes-parts et voix ». « Elle renvoie à la diversité du personnel et à la prise en considération des pays émergents et des pays à faible revenu dans les grandes décisions » a-t-il signalé.

### **Le FMI comme facteur de stabilisation**

Ancien député de l'Assemblée nationale française et Professeur de sciences économiques à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Strauss-Kahn a rappelé que le FMI doit faire en sorte que la mondialisation profite à l'ensemble des populations de la planète.

« Je ne vais pas vous dire que la mondialisation est bonne pour tout le monde car il y aura toujours des gens qui souffriront des inégalités et de la pauvreté » a-t-il déclaré, en précisant « mais nous pouvons au moins essayer de mettre davantage la mondialisation au service de tous ».

Ce sera déterminant, selon lui, pour contribuer à préserver la stabilité et la sécurité internationales.

### **Revenu et dépenses**

M. Strauss-Kahn a ajouté qu'il juge prioritaire la résolution des problèmes du revenu et des dépenses du FMI. Jusqu'à présent le FMI a financé ses opérations à partir des intérêts perçus sur ses prêts. Les crises financières s'étant atténuées durant la première moitié de la décennie et les emprunteurs ayant entrepris de rembourser au FMI les montants considérables qu'ils lui avaient empruntés, celui-ci a engagé une réflexion sur un nouveau modèle de revenu qui lui permette de dépendre moins des commissions tirées des prêts pour financer le fonctionnement de ses services, forts de 2.700 agents, basés à Washington.

Le Conseil d'administration du FMI est en train d'examiner un nouveau modèle de revenu pour le FMI, mais M. Strauss-Kahn a signalé qu'il importait également de se pencher sur les dépenses.

Il s'est dit déterminé à redonner au FMI un rôle de premier plan et a ajouté, en guise de conclusion : « C'est pourquoi je me réjouis profondément de pouvoir travailler avec vous durant les jours et les semaines à venir pour confier au FMI le rôle qu'il mérite dans la mondialisation ».